

La démocratie peut apprendre du socialisme

Partage international n° 101 - Février 1997

par Gro Harlem Brundtland

L'histoire a démontré que la démocratie est le seul environnement social propice au changement durable, bien qu'elle demeure un rêve lointain pour de nombreux pays. Au siècle prochain, mon sentiment est qu'il n'y aura plus que des démocraties, et le socialisme international aura un rôle primordial à jouer dans cette grande transition

Notre voix doit être celle de l'innovation sociale, celle de la majorité silencieuse, des enfants, des minorités culturelles, des femmes. Nous nous battons pour agrandir le champ d'application des règles de la démocratie, afin que les différences existant entre nous s'amenuisent au lieu de s'amplifier.

Les défis auxquels est confronté le monde actuel sont nombreux. Un nouveau capitalisme anonyme et sans visage est féroce à l'œuvre partout dans le monde. Les entreprises changent de mains quotidiennement, les emplois disparaissent, alors que les forces de la technologie, de la finance et des communications électroniques court-circuitent les processus traditionnels de décision démocratique. Qui détient le pouvoir ? Nos représentants élus ? Les marchés obligataires de Londres, de New York et de Tokyo ? Nous devons faire ressortir très clairement le fait qu'aucune croissance et qu'aucun programme ne pourront être viables si les contrôles et l'équilibre démocratiques ne fonctionnent pas. Il existe un lien, évident, incontestable, entre la prospérité d'une nation, l'importance qu'elle accorde à la démocratie et aux droits de l'homme, et la santé et l'éducation de son peuple. Il ne sert à rien qu'un pays compte des dizaines de lauréats du prix Nobel, si ses jeunes quittent l'école à l'âge de seize ans ; cette vérité tarde depuis trop longtemps à être reconnue.

Actuellement, toutes les grandes conférences des Nations unies arrivent à la même conclusion : aucun pays n'a réussi à maintenir sa croissance économique et son développement humain sans avoir d'abord investi dans son peuple. Notre rôle historique, en tant que sociaux-démocrates, est de nous assurer que nos pays et nos communautés accordent la priorité

aux personnes elles-mêmes. Il ne suffit pas de créer un climat favorable pour les investisseurs. C'est l'ensemble de la société qui doit être appelé à participer à son profit.

Le point de vue de la Banque mondiale a considérablement évolué. La réduction de la pauvreté, selon la nouvelle tendance en vigueur à la Banque mondiale, doit s'effectuer dans une perspective à long terme, ce qui revient à mettre l'accent sur l'environnement, les femmes, l'éducation et la santé. Fort heureusement, nous laissons derrière nous les engouements politiques des années 1980, où prévalait la théorie selon laquelle la richesse finit toujours par toucher les plus pauvres, et où les politiques monétaires, la privatisation et les réductions d'impôt étaient censées profiter à l'ensemble de la société. D'ailleurs, la théorie selon laquelle la richesse finit par profiter aux couches les plus basses de la société ne peut en rien s'appliquer aux domaines de l'éducation, de la santé, ou de la démocratie !

Les politiques en matière d'éducation et de santé, ainsi que la réforme démocratique, doivent procéder d'une action commune du peuple. Le libéralisme des années 1980 n'a apporté qu'une liberté de type déclaratoire. Nous devons libérer la liberté des mains des libertaires. Nous sommes également responsables de ceux qui viendront après nous. Leur qualité de vie dépendra de la capacité des présentes générations à réagir aux changements, et à modifier les schémas de production et de consommation du monde industrialisé. Un milliard d'individus vivent toujours dans une pauvreté absolue, et leur nombre va sans cesse croissant. Qui prête sa voix aux pauvres ? Qui dénonce le fait, dévastateur, que le flot monétaire se déverse du Sud vers le Nord, sans jamais revenir vers le Sud ? Qui accuse les gouvernements des pays riches de renier leur promesse de verser 0,7 % de leur Produit intérieur brut (PIB) à l'aide au développement ?

Nos voix doivent s'élever pour défendre ceux qui n'ont aucun moyen de faire connaître leur opinion, ceux que CNN ignore et qui n'ont pas accès à Internet. Il n'existe aucune autre façon d'établir l'équité et la justice sociale que de donner du pouvoir aux hommes et aux femmes, en permettant à la démocratie de fonctionner, en maîtrisant les forces du marché, en redistribuant les surplus. Les iniquités ne seront pas comblées sans la participation de

secteurs publics efficaces, des fonctionnaires, et de politiciens ayant des comptes à rendre à leurs électeurs. Notre richesse ne vient pas tant de nos ressources naturelles elles-mêmes, que de la manière dont nous les utilisons. Si elle provenait de ces seules ressources, nous aurions pu atteindre notre niveau de vie actuel depuis fort longtemps. Nous vivons à une époque où la connaissance est souveraine, mais nous sommes toujours en période de transition. Nous ne pourrions jamais échapper à cette ultime contradiction : toute notre connaissance relève du passé, alors que toutes nos décisions concernent le futur.

Selon un proverbe chinois : « Si vous ouvrez une fenêtre, une mouche peut entrer. » Pour les pays non-démocratiques, cela signifie qu'ils ne peuvent profiter de notre technologie, sans être du même coup exposés à nos idées et à nos opinions sur le développement, la démocratie et les droits de l'homme. Nous devons continuer à avertir les leaders des pays non-démocratiques que nous n'avons pas l'intention de séparer nos relations économiques d'une curiosité mutuelle générale plus large, de l'intérêt public, et des débats publics d'opinions. La

population de nos démocraties a des opinions, et elle les exprimera. Et à mesure que de plus vastes segments de la population interagissent et que les contacts entre les individus se multiplieront, il en résultera des changements au niveau politique, même là où la démocratie est à peine enracinée. Le monde civilisé doit avoir pour assises la loi et le contrat, et devenir, selon les termes du président Kennedy, « une société internationale où le fort est juste et où le faible est en sécurité ». Des mesures anti-discriminatoires en faveur des minorités doivent être prises dans l'intérêt des plus pauvres d'entre nous. Nous devons nous assurer que la démocratie grandisse en puissance, et prenne les rênes de notre future commun.

Norvège **Auteur** : Gro Harlem Brundtland, ancien premier ministre de la Norvège, première vice-présidente de l'Internationale Socialiste et directrice générale de l'OMS.

Sources : IPS

Thématiques : [Société](#), [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Point de vue](#) ()